

ARGUMENTAIRE

La levée de l'embargo des ventes d'armes en Chine



La demande française de levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine a suscité une vive polémique. Paris, qui a été accusé par Washington de négliger les Droits de l'homme par mercantilisme, s'est défendu en faisant valoir que la Chine d'aujourd'hui ne devait pas être considérée comme celle du massacre de Tienanmen. Cependant, observe Cédric Housez, ce débat en cache un autre : en cas de conflit entre les États-Unis et la Chine, de quel côté pencheraient les Européens ?

page 2

Les Ouighours instrumentalisés

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les Ouighours sont à l'Asie centrale ce que les Kurdes sont à l'Asie mineure. Ils vivent sur un territoire à cheval sur plusieurs États, mais n'en ont pas. Ces turcmènes sont musulmans sunnites et vivent en Chine, au Kirghizstan et au Kazakhstan. La NED/CIA tente de les instrumentaliser. Les dirigeants des mouvements ouighours exposent leurs point de vue dans la presse russe et états-unienne.

page 8

REPÈRE : 19 AVRIL 1965

« Un peu de plomb et de poudre pourraient aider nos affaires »

Le 19 avril 1965, Sir Andrew Gilchrist, ambassadeur britannique à Djakarta, écrit au Premier ministre travailliste Harold Wilson : « *Un peu de plomb et de poudre investis en Indonésie seraient les préliminaires d'un changement effectif et pourraient grandement aider nos affaires (...)* Les orientations économiques et sociales de Soekarno empêchent ce pays d'offrir son important potentiel aux exportateurs britanniques, je pense que cela vaut la peine que nous intervenions activement pour nous assurer d'une bonne part du gâteau indonésien ». Wilson facilite le coup d'État, mené en octobre 1965 sous l'étroit contrôle du Département politique de l'ambassade US qui compile et tient à jour une liste de 40 000 cadres communistes à éliminer. Le *New York Times* parlera « *d'un des massacres les plus sauvages de l'histoire politique moderne* » : près de 500 000 Indonésiens et Chinois seront torturés et assassinés par l'armée et les milices politiques. ■



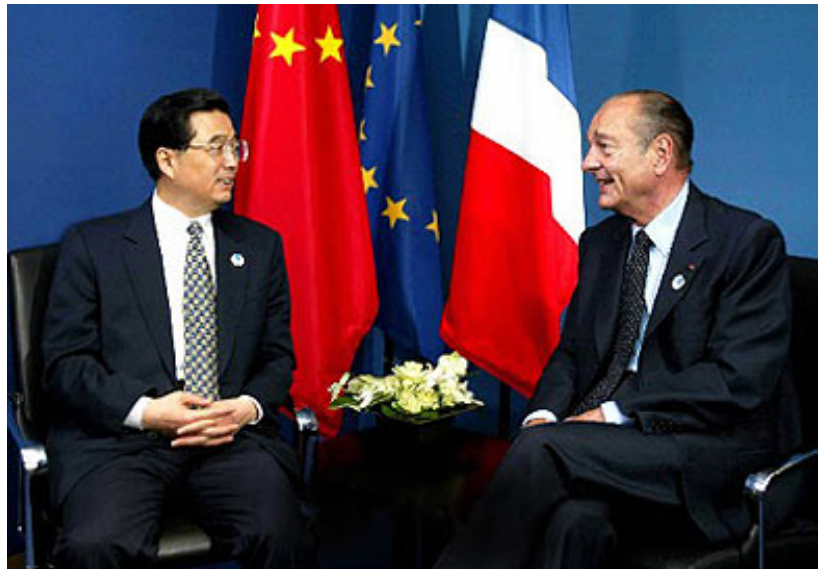
LA GUERRE D'IRAK NE CESSE D'APPAUVRIR LES ÉTATS-UNIS

Le Sénat des États-Unis a accordé une rallonge budgétaire de 81 milliards de dollars au département de la Défense, le 21 avril 2005, pour poursuivre la « libération » de l'Irak. L'ampleur de la résistance populaire à l'occupation anglo-saxonne ne cesse d'augmenter le coût de l'opération tout en empêchant le retour sur investissement prévu. Les États-Unis ne parviennent pas à extraire massivement les richesses pétrolières du pays qu'ils ont conquis. En définitive, cette aventure militaire a déjà appauvri les États-Unis de 300 milliards de dollars, une somme équivalente au budget annuel de la France. (Illustration librement inspirée de I-R-A-Q (I Remember Another Quagmire), par Mike Hastie, ancien infirmier militaire au Vietnam en 1970-71) ■

Argumentaire

La levée de l'embargo des ventes d'armes en Chine

La demande française de levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine a suscité une vive polémique. Paris, qui a été accusé par Washington de négliger les Droits de l'homme par mercantilisme, s'est défendu en faisant valoir que la Chine d'aujourd'hui ne devait pas être considérée comme celle du massacre de Tiananmen. Cependant, observe Cédric Housez, ce débat en cache un autre : en cas de conflit entre les États-Unis et la Chine, de quel côté pencheraient les Européens ?



Le président chinois Hu Jintao et son homologue français Jacques Chirac

Le 4 juin 1989, l'armée chinoise charge les manifestants rassemblés sur la place Tiananmen de Pékin. C'est la fin de ce qu'on a appelé le « printemps de Pékin », un mouvement de protestation regroupant essentiellement des étudiants chinois réclamant une ouverture du régime. Les chars chargent les manifestants sous l'œil des caméras du monde entier et la répression, qui fera des centaines de victimes, provoque un émoi mondial. Réunis au sommet de Madrid, les

dirigeants européens adoptent une série de sanctions contre Pékin, dont un embargo sur les ventes d'armes.

Cet embargo est depuis 16 ans dénoncé par la Chine populaire qui le présente comme un « fruit de la Guerre froide » pour reprendre l'expression du Premier ministre Wen Jiabao.

Depuis l'automne 2003, la France s'est associée à cette demande et qualifie elle aussi cette sanction d'« obsolète ». Cet appel de Paris en faveur d'une levée des sanctions a été renouvelé avec force par le président français Jacques Chirac à l'occasion de sa visite en Chine en octobre 2004 [1]. Progressivement, Paris est parvenue à convaincre ses partenaires européens, avec le soutien de l'Allemagne et une levée des sanctions de 1989 devient plausible.

Lever l'embargo pour réaligner les alliances

Cette décision a provoqué la colère de Washington. Pour le département de la Défense, la Chine est en effet le prochain adversaire majeur qu'il faudra affronter, comme l'affirment les rapports officiels du Pentagone qui situent le conflit à l'horizon 2017. La politique de remodelage du Proche-Orient initiée par les États-Unis est d'ailleurs largement motivée par la volonté de contrôler les ressources énergétiques avant un futur conflit, plus direct, avec Pékin. La Chine répond à cette politique en développant sa défense et Hu Jintao a exhorté en septembre dernier l'Armée populaire de libération à se préparer à la guerre. Certains aux États-Unis, surtout autour d'Henry Kissinger et du Nixon Center [2], tentent de se montrer apaisant et d'expliquer que la Chine est avant tout un concurrent économique, pas un concurrent stratégique global. Mais cette vision reste minoritaire [3].

M. Bush a évité d'exprimer publiquement sa colère face à la décision européenne. Toutefois, il n'aura pas manqué de stimuler les membres du Congrès états-unien qui ont menacé de sanctions les entreprises européennes et affirment être prêts à réduire les programmes de coopération militaire avec l'Europe.

Cette question a également fait naître une polémique dans la presse internationale et force est de constater que les adversaires de la levée de l'embargo ont eu une audience bien plus importante que ses partisans. En fait, les seuls partisans de cette mesure qu'on pouvait rencontrer dans les médias étaient ses deux artisans en Europe : Jacques Chirac et Gerhard Schröder.

En dehors de leurs déclarations officielles, les deux dirigeants s'efforcèrent de démontrer le bien fondé de leur position dans deux interviews. Ils s'efforcèrent d'expliquer que la Chine d'aujourd'hui n'avait plus rien à voir avec la Chine de 1989 et que c'était par l'ouverture et le dialogue que la question des Droits de l'homme pourrait s'améliorer dans ce pays.

Le président français fut le premier à s'exprimer sur le sujet dans un entretien accordé au quotidien japonais *Asahi Shimbun* [4]. Dans cette interview, Jacques Chirac affirme que la levée de l'embargo est avant tout une mesure symbolique qui permet de sortir la Chine du groupe des nations subissant des sanctions économiques, pas de développer les ventes d'armes vers Pékin. Il rappelait alors que la Chine n'était pas demandeuse de ce matériel de toute

façon et que l'Union européenne conservait un code de conduite stricte concernant les ventes de matériel militaire. Pour apaiser les craintes nippones, il appelait Tokyo et Pékin à s'inspirer du modèle franco-allemand et à se rapprocher l'un de l'autre. L'alliance ainsi constituée permettrait de créer un pôle important dans le monde multipolaire que le président français appelle de ses vœux.

Le chancelier allemand rappela lui aussi son soutien à une levée de l'embargo dans une interview à *Die Zeit* consacrée à différentes questions de politiques internationales [5]. Il profita de l'occasion pour mettre en parallèle, sans les associer formellement, le réchauffement des relations entre l'UE et la Chine qu'une levée de l'embargo occasionnerait et les bonnes relations qu'il entretenait avec la Russie, preuve s'il en est que pour lui ces deux questions sont liées et font partie de la même stratégie internationale.

Sous-entendu par Gerhard Schröder, le réalignement de la « vieille Europe » est par contre absent des argumentaires des opposants à la levée de l'embargo.

La question des Droits de l'homme

La situation des Droits de l'homme en Chine est en revanche l'axe central de l'opposition à la fin des sanctions de la conférence de Madrid. Elle fut invoquée aussi bien par des dirigeants politiques marquant leur désapprobation que par la grande masse des analystes médiatiques qui dénoncèrent cette décision.

En Allemagne, on assista même à une rupture de la solidarité gouvernementale sur ce point, puisque le ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer s'opposa à la décision de son chancelier dans une interview à *Die Zeit* [6] au nom des libertés en Chine.

Le postulat de départ de cette critique est que la Chine n'a absolument pas changé depuis 1989 et que la situation des Droits de l'homme dans ce pays est exactement la même qu'à l'époque de la répression de Tiananmen. Pourtant la spectaculaire progression économique chinoise s'accompagne d'une non moins spectaculaire progression des libertés même si la Chine est loin d'avoir vaincu la pauvreté et les fonctionnements répressifs. Pour les auteurs opposés à la levée de l'embargo, cette réalité est ignorée. En outre, ils considèrent également que ce pays ne se reformera que grâce au maintien d'un régime de sanction pas par l'ouverture. Certains estiment d'ailleurs que la durée de vie du régime chinois est incertain et que les pressions peuvent accélérer sa chute [7]. Dès lors, faire du commerce avec Pékin équivaut à soutenir un régime totalitaire dans l'espoir de réaliser des profits, par ailleurs douteux sur le long terme.

Paris étant vu comme la principale responsable de la décision annoncée de l'Union européenne de lever l'embargo, il n'est pas rare de voir la France présentée comme un pays ayant perverti l'héritage des Lumières, qu'il incarnait, par intérêt commercial. La France n'est pas la seule à se voir accuser de brader ses principes par cupidité. L'ancien vice-Premier ministre suédois Per Alhmark n'hésite pas à accuser de corruption tous les gouvernements européens s'étant prononcé en faveur de la levée de l'embargo, et notamment le sien [8].

Toutefois, c'est sur Paris que se concentrent ces attaques. En effet, elles ont d'autant plus d'impact qu'elles font écho aux campagnes anti-françaises de la guerre d'Irak qui avait également pour base la veulerie, la cupidité et le manque

de principe de la France.

A contrario, ces tribunes vantent bien souvent l'action états-unienne dans le domaine des Droits de l'homme et présentent Washington comme la principale puissance promotrice des libertés dans le monde. Ce point de vue fut particulièrement appuyé dans un texte cosigné par trois dissidents chinois, Yu Jie, Ding Zilin et Liu Xiaobo, et publié par *Le Figaro* [9]. Il est pourtant difficile de désigner les États-Unis comme « la vraie nation des Droits de l'homme » en opposition à Paris et Pékin alors que ce pays est devenu le premier État policier au monde, avec plus de 2 millions de détenus pour moins de 300 millions d'habitants, soit un taux d'incarcération 6 fois plus important qu'en Chine.

En réalité, derrière ce discours sur les Droits de l'homme, on retrouve une rhétorique manichéenne issue de la Guerre froide opposant deux camps : l'Occident qui incarne la démocratie et les Droits de l'homme et est dirigé par les États-Unis, l'autre l'Orient (on n'ose plus l'appeler « l'Est ») qui incarne le communisme et la dictature. Dans le rôle de l'adversaire oriental, la Chine a remplacé le Moscou d'autrefois (dans ces textes au moins). On exige de l'Europe qu'elle choisisse son camp, celui où s'incarne le mieux ses « valeurs », et refuse de réarmer la Chine par mercantilisme.

Une dictature dangereuse pour la région

L'opposition dictature-démocratie débouche presque naturellement sur la question taïwanaise, Taipei incarnant aux yeux des analystes une démocratie en danger face à l'ogre chinois.

En soutenant la levée de l'embargo, la France s'est attiré l'ire des cercles indépendantistes de Taïwan et de leurs relais occidentaux. Dans un éditorial retentissant, le *Taipei Times* s'en est pris violemment à la position française et plus précisément à Michèle Alliot-Marie, cible d'insultes grossières [10]. Non signé, ce texte engage l'ensemble de la rédaction du quotidien de Formose. Stigmatisant les tentatives de la France pour lever l'embargo européens sur les ventes d'armes à la Chine populaire, cet éditorial préconise une foule de mesures de rétorsion, à la fois contre les autorités françaises, les entreprises, et les individus. Cette réaction virulente s'explique en partie par l'adoption par la Chine d'une loi s'opposant au séparatisme taïwanais et ouvrant la voie à un conflit armé en cas de remise en cause du concept de Chine unique, un principe auquel la France et l'Allemagne ont rappelé leur attachement. Ce faisant, Paris et Berlin se sont vus présentés comme des complices de l'impérialisme chinois alors qu'ils ne faisaient que rappeler un statut juridique reconnu internationalement.

Pour beaucoup d'analystes, la possibilité d'une guerre avec Taïwan est une raison supplémentaire pour refuser la levée de l'embargo. Pour eux, cela ne fait aucun doute : l'armement européen servira à écraser la petite île. Ces analyses s'accompagnent souvent d'un soutien tacite à une dénonciation unilatérale par Taipei du statu quo actuel et demandant l'affirmation de son indépendance.

Toutefois, dans certaines analyses, Taïwan n'est pas le seul pays menacé. La levée de l'embargo provoquerait un déséquilibre stratégique régional qui entraînerait une course aux armements dans tout l'Extrême Orient. C'est pour cette raison que les analystes démocrates Philip H. Gordon et James B.

Steinberg, tous deux anciens membres du Conseil de sécurité national états-unien dans l'administration Clinton, estiment que les voisins de la Chine devraient être consultés par l'Union européenne et avoir le droit d'opposer leur veto à la vente de certains matériels. Ils réclament également que l'Union européenne ne permette pas que l'armée chinoise puisse réaliser un bond technologique grâce à son matériel. D'une manière générale, c'est à un alignement sur la politique états-unienne et à une limitation extrême des possibilités de vente d'armes que les deux auteurs veulent inciter l'Europe [11]. Là encore, le postulat de départ est clair : la Chine est une nation belliqueuse et expansionniste. Ce n'est pas un pays qui craint une agression extérieure, mais un pays à l'impérialisme débridé en devenir.

Toutefois, compte tenu de la tonalité de ces textes, on peut se demander si les analystes craignent vraiment le sort réservé aux voisins de la Chine ou s'ils pensent à une autre cible possible.

Un risque pour Washington ?

Dans la plupart des textes critiquant une possible vente d'armes européennes à la Chine on trouve cette grande question : les missiles européens serviront-ils à frapper les troupes états-uniennes ? Il s'agit là d'une crainte partagée par l'administration Bush. Ainsi à la fin de sa tournée européenne à Bruxelles le 5 avril 2005, le secrétaire d'État adjoint états-unien, Robert Zoellick, a mis en garde l'Union européenne contre les conséquences d'une levée de l'embargo par ces mots : « Ce serait un sérieux recul pour les relations transatlantiques, [...]. Supposez que des armes européennes tuent des soldats américains, ce ne serait pas bon pour notre coopération » [12].

Ces peurs n'ont de sens que si les auteurs estiment qu'un conflit avec la Chine est probable. Bien que cette angoisse exprimée ne soit pas centrale dans les argumentations contestant la position européenne, cette remarque est récurrente et elle n'a rien d'anodine. C'est sans doute elle qui illustre le mieux la logique des auteurs.

Se demander si des armes européennes serviront contre les États-Unis, c'est s'interroger sur l'alignement futur de l'Europe dans un conflit sino-états-unien. La levée de l'embargo vers la Chine marque-t-elle un tournant annonçant la mort des alliances issues de la Guerre froide au profit de nouvelles où les États-Unis seraient perçus par l'Europe comme l'adversaire ?

Derrière l'excuse des Droits de l'homme ou la dénonciation d'une logique mercantile, il semble bien que ce soit la seule vraie question qui vaille.

Cédric Housez

[1] Voir à ce sujet « [La lente construction de l'alliance continentale ?](#) », *Voltaire*, 25 octobre 2004.

[2] Henry Kissinger « China se afirma como la próxima superpotencia », *Clarín*, 8 novembre 2004. David M. Lampton (expert des questions extrême orientale au Nixon Center) « China challenge », *Boston Globe*, 13 mars 2005. Article repris sous le titre « Don't get mad, get cracking », dans l'*International Herald Tribune*, 16 mars 2005.

[3] Dan Blumenthal, expert de la Chine à l'Américan Enterprise Institute et ancien conseiller de Donald Rumsfeld donne une vision assez typique de la lecture états-unienne de la politique chinoise dans son article « Unhelpful China », *Washington Post*, 6 décembre 2004.

[4] Interview accordée par M. Jacques Chirac au quotidien japonais *Asahi Shimbun*, Services de presse de l'Élysée, 21 mars 2005.

[5] « Freiheit ist mehr als nur Gewerbefreiheit », *Die Zeit*, 31 mars 2005.

[6] « Sie können mich ja zum Rücktritt auffordern ! », *Die Zeit*, 6 avril 2005.

[7] Jean-Pierre Cabestan, chercheur au CNRS, estimait au moment de la visite de Jacques Chirac en Chine que la France par son attitude divisait le camp occidental face à la Chine alors que l'espérance de vie du régime communiste était courte. « Chirac in China : Behind a warm embrace, serious questions », *International Herald Tribune*, 14 octobre 2004.

[8] Per Ahlmark a publié son texte tout d'abord sous le titre « Lifting weapons ban on China could spark Asian arms race », dans le *Taipei Times* le 24 mars 2005, puis dans le *Jerusalem Post* du 30 mars 2005 sous le titre « Guns and poses ».

[9] « Français, ouvrez les yeux ! », par Yu Jie, Ding Zilin et Liu Xiaobo, *Le Figaro*, 21 mars 2005.

[10] « French perfidy must be challenged », *Taipei Times*, 14 mars 2005. Cet éditorial a été suivi le 15 mars par la publication d'une série de lettres de lecteurs, pour la plupart approuvant le fond du propos.

[11] Philip H. Gordon et James B. Steinberg, « Selling arms to China : If Europe has to do it, here's how », *International Herald Tribune*, 18 mars 2005.

[12] Cité dans « Washington met en garde l'Europe contre la levée de l'embargo imposé à la Chine », *Le Monde*, 6 avril 2005.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les Ouighours instrumentalisés

Analyse

Le professeur canadien d'histoire militaire Gwyne Dyer analyse dans *Inosmi.Ru* la périlleuse stratégie des néo-conservateurs en Asie : jouer les Indiens contre les Chinois. Il s'agit d'une idée absurde qui, si elle était menée à bien, obligerait la Chine à se renforcer et conduirait inévitablement à la guerre généralisée. Pourtant, on assiste pour le moment à un autre scénario : les adversaires d'hier tentent de normaliser leurs relations et de créer un pacte régional. Le Pakistan, l'Inde et la Chine sont à la recherche d'une coopération mutuelle.

Der Standard a interrogé deux éminents professeurs à propos des tensions entre la Chine et le Japon. Il n'est pas certain que l'on en apprenne beaucoup sur le sujet lui-même, mais les réponses sont éclairantes sur la vision occidentale du sujet.

Le professeur Orville Schell psychanalyse le complexe maniaco-dépressif de l'âme chinoise. Les manifestations anti-Japonais seraient le symptôme d'un manque de confiance en soi, malgré la croissance économique actuelle, et du traumatisme passé. Bref, vu de la faculté de journalisme de Californie, les Chinois sont toujours pitoyables.

Ottmar Höll, quant à lui, est censé défendre le point de vue opposé. Mais en définitive, il exonère les Japonais de toute responsabilité et rejette, lui aussi, la culpabilité sur les Chinois. Cependant son explication est inverse : les Chinois sont décidément trop orgueilleux et sont incapables de présenter leurs excuses car ils ne veulent pas perdre la face. Reste à savoir pourquoi les Chinois devraient présenter leurs excuses d'avoir été massacrés par les Japonais.

Les Ouighours sont à l'Asie centrale ce que les Kurdes sont à l'Asie mineure. Ils n'ont pas d'État à eux et vivent sur un territoire riche en pétrole à cheval sur

plusieurs États. En l'occurrence, ces turcmènes sont musulmans sunnites et vivent en Chine, au Kirghizstan et au Kazakhstan. La NED/CIA tente de les instrumentaliser pour déstabiliser la région, faire main basse sur son pétrole et affaiblir la Chine. Selon Nury Turkel, de l'Association ouïghoure états-unienne, la « révolution des tulipes » au Kirghizstan est une occasion pour eux d'accéder quelque part au pouvoir. C'est aussi l'occasion, concède-t-il dans *Inosmi.Ru*, de porter la contestation dans le Xinjiang chinois. Son point de vue est étayé par son ami Alim Seytoff qui se réjouit dans le *Wall Street Journal* de la libération de Rebiya Kadeer, prisonnière politique emblématique de sa cause et lauréate d'un prix décerné par la NED/CIA en 2004.

De son côté, dans un entretien à *Irin* accordé avant la « révolution des tulipes », le leader ouïghour kirghize Rozimammed Abdulbakiev se livre à un exercice difficile de communication : il assure n'être qu'à la recherche de l'affirmation pacifique de l'identité culturelle de son peuple et être à tort qualifié par Pékin de séparatiste. Dans le même temps, il exige le droit à l'autodétermination et stigmatise l'oppression dont son peuple serait victime en reprochant au gouvernement chinois la politique qu'il applique dans toute la Chine.

Le journaliste Timour Aliev observe dans les *Izvestia* qu'après le démantèlement de l'URSS et le basculement de plusieurs nouveaux États dans le camp atlantiste, la Russie perd un à un tous ses accès à la Mer Noire et dans la Baltique. Si ce processus se poursuit, elle se retrouvera dans la situation d'avant Pierre Ier, sans accès maritime. Dans ces conditions, elle ne peut plus envisager de se retirer de Géorgie et fait traîner la fermeture de ses bases. Enfin, Andrei Grozin, de l'Institut des pays de la CEI, observe dans *Strana.Ru* que la répression de la minorité russe et le flirt du Turkmenistan avec l'Occident sont une réaction paradoxale du pays à la pression extérieure : à la fois durcir le régime et se rapprocher de ceux qui exigent sa démocratisation. Cependant, sur le long terme, il est peu probable que le Turkmenistan se sépare de la Russie avec laquelle elle partage des intérêts stratégiques.

Réseau Voltaire

Gwynne Dyer



Ancien militaire ayant servi dans les *navy* canadienne et états-unienne, Gwynne Dyer a enseigné l'histoire militaire au collège des forces canadiennes de Toronto et à l'académie militaire de Sandhurst. Il

« Qui a besoin de l'Amérique ? »

Source : *Inosmi.ru*

Référence : « ? », par Gwynne Dyer, *Inosmi.ru*, 19 avril 2005.

« Nous avons plus ou moins réussi à trouver un accord concernant les paramètres politiques et les principes régissant une solution du problème frontalier ». Cette déclaration est une bonne nouvelle pour ceux qui espèrent que leurs enfants ne seront pas les victimes d'une Troisième Guerre mondiale. C'est une déclaration du responsable du Conseil national de sécurité indien, M. K. Narayanan, lors de la visite du Premier ministre chinois, Wen Jiabao. Il

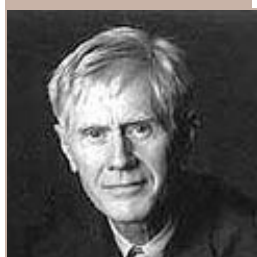
est analyste des questions militaires et géostratégiques et écrivain.

faudra encore plus d'un round de négociations pour parvenir à un tracé définitif des frontières communes de ces pays en Himalaya et ce ne sera pas suffisant pour qu'une confrontation entre ces deux puissances émergentes de dernière génération soit exclue. Cela ne les a cependant pas empêché de signer un accord sur la liberté de commerce et un traité de sécurité commune.

Ce processus a pris une dimension nouvelle car l'administration **Bush** essaye de rallier l'Inde à son camp clairement dirigé contre la Chine. **Condoleezza Rice** a récemment déclaré au Premier ministre indien que les États-Unis sont prêts à « aider l'Inde à se transformer au XXI^{ème} siècle en l'une des plus grandes puissances mondiales ». Les US sont prêts à vendre aux Indiens des hélicoptères de dernière génération qui leurs permettraient de dominer les Chinois et les Pakistanais dans les airs. La Maison-Blanche espère obtenir un accord militaire commun en Asie. Les néo-conservateurs ont une haute estime de leurs talents stratégiques et espèrent faire revivre la méthode Kissinger-Nixon d'il y a 30 ans. À l'époque, Nixon s'était rapproché de la Chine pour encercler l'URSS, désormais l'adversaire stratégique est la Chine et l'alliance se fait avec l'Inde.

Cette stratégie va inciter la Chine à augmenter sa puissance militaire. Au début du siècle, l'Angleterre et la France s'étaient alliés à la Russie pour contrer l'Allemagne, le résultat fut la Première Guerre mondiale. Les analogies ne sont jamais totales, mais le parallèle est évident. Si New Delhi succombe aux promesses états-uniennes, elle provoque la Chine et les espoirs de paix entre l'Inde et le Pakistan s'évanouissent. La bonne nouvelle de cette semaine, c'est que New Delhi ne semble pas vouloir aller dans le sens des néo-conservateurs et préfère la voie du compromis.

Orville Schell



Spécialiste de la Chine, Orville Schell est recteur de l'école de journalisme à l'université de Californie à Berkeley. Il a écrit 14 livres sur l'Asie, la Chine, Hong Kong et le Tibet.

« Puissance mondiale avec syndrome de persécution : pitié de soi, made in China »

Source : Der Standard

Référence : « Weltmacht mit Opfersyndrom : Selbstmitleid, made in China », par Orville Schell, *Der Standard*, 25 avril 2005.

Une lutte a lieu actuellement pour l'âme de ce grand pays qu'est la Chine. Deux forces et deux attitudes vis-à-vis du monde extérieur sont opposées. D'un côté la révolution économique a transformé la Chine en puissance commerciale et en facteur de sécurité militaire, de l'autre son passé et sa mentalité l'enferment dans un sentiment d'injustice à son égard. Les mouvements anti-japonais sont une manifestation de ce vieux syndrome psychologique de faiblesse qui habitait déjà la Chine au XX^{ème} siècle. Sa puissance économique grandissante et son niveau de vie qui augmente permettent d'espérer que les Chinois trouveront la possibilité d'enterrer leur passé. La réalité est autre, derrière l'image du « miracle chinois », les habitants ne semblent pas pouvoir surmonter ce syndrome de persécution. Les dirigeants chinois s'accrochent au vieux paradigme de leur pays comme victime, comme « patient asiatique », menacé

par des puissances impériales comme le Japon qui va la « découper comme un melon ». L'occupation japonaise a été d'autant plus mal vécue qu'elle était le fait d'asiatiques et non d'occidentaux. Le confucianisme du Japon était perçu par les réformistes chinois comme un frein au développement.

Il est certain que cette occupation fut sanglante, que les réparations et les excuses se font toujours attendre, néanmoins la Chine n'a pas beaucoup d'intérêt 60 ans plus tard à brusquer son principal partenaire commercial. Les dirigeants chinois ont trouvé l'occasion dans cette colère du peuple de rassembler la population et de légitimer son pouvoir. Ce fut déjà le cas lors du bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en 1998 ou lors de la collision entre un avion espion américain et un jet chinois au dessus du Pacifique. La colère de la population est exploitée. On pourrait dire de la Chine comme de bien d'autres pays qu'elle a une personnalité maniaco-dépressive. Une grande part de la force émotionnelle de la révolution maoïste venait déjà de ce sentiment d'injustice. Ce rôle de victime offre la possibilité d'expliquer les problèmes de la Chine, mais il est dangereux car la Chine se focalise sur ses anciennes faiblesses, plutôt que sur ses nouvelles forces. Le Japon n'est plus une puissance militaire impériale et la dernière chose dont la Chine a besoin, c'est d'être prisonnière de son passé.

Otmar Höll



Docteur en science politique, Otmar Höll est directeur de l'Österreichische Institut für internationale Politik. Il enseigne les relations internationales aux universités d'Innsbrück et de Vienne.

« La Chine et le Japon sont-ils sur la voie de la réconciliation ? »

Source : Der Standard

Référence : « Sind China und Japan auf dem Weg zur Versöhnung ? », par Otmar Höll, *Der Standard*, 22 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, s'est excusé pour le passé meurtrier de son pays, je pense que c'est sincère. Les Japonais souhaitent tout, sauf un conflit violent avec la Chine. Il est clair que du point de vue de la politique intérieure du Japon, un examen de l'histoire s'impose. Aucun consensus n'a été trouvé pour l'instant au sujet des massacres en Chine, c'est pour cela qu'en même temps que le Premier ministre présente des excuses, il est possible pour des parlementaires de se rendre au temple Yasukuni à Tokyo et d'honorer des criminels de guerre. Les deux pays sont dans une situation précaire car il faut absolument « sauver la face ».

Ce type de conflit est typique quand les rapports de force relatifs dans une région évoluent. Avec l'Indonésie et la Malaisie, la Chine et le Japon font partie de la région la plus dynamique économiquement. Si ces pays coopèrent, la région sera l'une des plus puissantes au monde dans 20 ou 30 ans. Les dirigeants de ces pays le savent, c'est pour cela qu'ils ne souhaitent pas de conflit. Ce conflit gêne les États-Unis qui ont besoin de ces deux pays pour les épauler dans leurs négociations au sujet du programme nucléaire nord-coréen. Le rôle d'arbitre des États-Unis dans la région restera important pour les prochaines années, l'UE ayant un rôle de médiateur et de désamorçage des

conflits.

La réconciliation sera possible si le passé est exhumé avec des symboles clairs, les excuses à la Chine sont trop timides. Les images qui me viennent à l'esprit sont celles des gouvernements sociaux-démocrates dans l'Europe des années 60 et 70. Willy Brandt s'agenouillant à Varsovie, Kohl et Mitterrand la main dans la main. La Chine et le Japon ont aussi besoin de cela, une franche poignée de main des deux dirigeants suffirait.

Nury Turkel



Juriste, Nury Turkel est président de l'Uyghur American Association.

« La révolution des tulipes est un avertissement à la Chine »

Source : Inosmi.ru

Référence : « '.....' - », par Nury Turkel, *Inosmi.ru*, 21 avril 2005.

La « révolution des tulipes », troisième « révolution colorée » après la « révolution orange » de 2004 en Ukraine et la « révolution des roses » de 2003 en Géorgie, a fait naître de grands espoirs pour le futur de plus de 10 millions d'Ouïgours qui vivent au Turkestan Oriental (Xinjiang). Cette région s'appelle actuellement « Région Autonome Ouïgour du Xinjiang ». C'est un territoire important d'un point de vue stratégique et géopolitique. C'est avec attention que les Ouïgours ont suivi sur *Radio Free Europe* les événements de Bichkek au Kirghizstan et le départ d' **Akaïev** pour Moscou. Cet événement est le seul depuis longtemps à avoir apporté de l'espoir aux Ouïgours qui vivent sous le joug de Pékin, mais aussi à ceux qui subissent des persécutions en Asie centrale et particulièrement au Kazakhstan, l'un des principaux centres de leur diaspora. Les Ouïgours sont turcomans et musulmans sunnites. Ils sont culturellement très liés à d'autres groupes ethniques qui vivent en Asie centrale. La plus célèbre dissidente, Rebiya Kadeer, est sortie de prison il y a un mois. Il est certain que la révolution au Kirghizistan va avoir une influence sur la situation au Turkestan Oriental. Après le 11 septembre, Pékin a utilisé le prétexte du combat contre le terrorisme pour justifier sa répression. Les prisonniers politiques sont nombreux, la torture courante et la peine de mort est appliquée pour des crimes politiques. On ferme des mosquées, l'utilisation de la langue ouïgoure est interdite et même des fonctionnaires et des membres du parti sont victimes de la répression.

De nombreux pays d'Asie centrale se sont alliés à Pékin dans ces actions, dans le but de renforcer leurs liens économiques. Pour les Chinois, il s'agit de renforcer le contrôle strict de cette région riche en ressources énergétiques. De nombreux Ouïgours réfugiés au Kirghizistan ont disparu, certains ont été déportés en Chine, le Premier ministre chinois avait d'ailleurs félicité Akaïev pour sa collaboration dans la lutte contre « le séparatisme et le terrorisme au Turkestan oriental ». La situation a déjà évolué et mon organisation a été invitée à une rencontre avec le nouveau gouvernement kirghize par une ONG basée à Vienne. Nous espérons que les Ouïgours pourront participer à la direction du pays au Kirghizistan, comme le veut la démocratie et comme nous le voyons aujourd'hui

en Irak, en Afghanistan et dans d'autres pays. De nombreux Kirghizes, désormais au pouvoir, faisaient partie de la plate-forme anti-chinoise quand ils étaient dans l'opposition.

Il est trop tôt pour mesurer toutes les conséquences du renversement d'Akaiev dans la région, mais il est certain qu'une des tâches principales du nouveau gouvernement kirghize est la modification des relations avec Pékin. Les nouveaux dirigeants doivent savoir mieux que quiconque que les événements récents au Kirghizistan sont un sérieux avertissement à tous les régimes dictatoriaux de la région, en premier lieu la Chine, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Alim Seytoff

Alim Seytoff est secrétaire général de l'Uyghur American Association.

« La libération d'une personnalité ouïghoure est une victoire sur la tyrannie »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Uighur's Release Is a Victory Over Tyranny », par Alim Seytoff, *Wall Street Journal*, 24 mars 2005.

Peu importent les motivations de Pékin, la libération de Rebiya Kadeer, une prisonnière politique ouïghoure majeure, est une victoire de la liberté sur la tyrannie. Sa libération est la preuve de l'efficacité des campagnes internationales. Elle a été saluée par l'administration Bush, les organisations de défense des Droits de l'homme et les communautés d'exilés ouïghours. Toute le monde est heureux qu'elle ait été libérée après six ans d'emprisonnement pour « révélation de secret d'État ». À son arrivée à Washington, elle a déclaré qu'elle poursuivrait son combat.

Mme Kadeer a été longtemps vue positivement par Pékin en raison de son action philanthropique, mais tout a changé quand, en 1996, son mari a quitté la Chine pour partir aux États-Unis et a commencé à critiquer Pékin pour sa politique à l'encontre des ouïghours. Elle a été déchu de ses fonctions officielles et on lui a demandé de divorcer, ce qu'elle a refusé. En 1999, elle a été arrêtée alors qu'elle allait rencontrer un membre d'une délégation du congrès états-unien. Elle fut condamnée à 8 ans d'emprisonnement pour « divulgation de secrets d'État à des étrangers », mais lors du procès les pièces à conviction étaient des coupures de presse accessibles à tous. Cette condamnation était en réalité un avertissement aux Ouïghours : peu importe votre richesse ou votre influence, vous pouvez être arrêtés si vous ne servez pas les intérêts de Pékin. Mme Kadeer a été libérée trois jours avant la visite de **Condoleezza Rice** en Chine, peut-être dans le cadre d'un accord avec Washington. Cette libération n'est pas la marque d'un changement de politique de la Chine, mais c'est quand même une victoire morale des Ouïghours. Nous devons continuer à nous battre pour le droit de notre peuple à la liberté.

Rozimammed Abdulbakiev

Rozimammed Abdulbakiev dirige l'Ittipak, la société nationale des Ouighours du Kirghizistan.

« Interview avec le président de la société nationale ouïghoure »

Source : Irin

Référence : « Interview with the chair of national Uyghur society », par Rozimammed Abdulbakiev, *Irin*, 17 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Notre organisation, Ittipak, a plusieurs objectifs : la préservation de la culture et de la langue ouïghoure au Kirghizistan, la protection des Droits de l'homme, mais aussi le soutien d'une société ouverte. Nous souhaitons la paix et l'harmonie ethnique dans le pays. Le problème est que des responsables officiels et des médias nous ont déjà présenté comme des criminels et cela nuit à la vie de tous les jours des Ouïghours ici. Nous avons aussi un problème lié à la disparition de notre langue.

Nous sommes considérés comme une organisation séparatiste par Pékin, mais pour le pouvoir totalitaire qui sévit là-bas, toute organisation s'opposant à lui est séparatiste. Nous sommes des citoyens kirghizes, mais nous ne sommes pas insensibles aux souffrances des Ouïghours en Chine. Ils sont opprimés par les Hans qui limitent le nombre des naissances et s'attaquent à notre langue. Nous pensons que les Ouïghours ont le droit à l'autodétermination et cela est interprété par Pékin comme du séparatisme.

Nous avons des contacts discrets avec la population ouïghoure en Chine. Les gens ne viennent pas nous voir facilement car ils craignent des mesures de rétorsions.

Timour Aliev



Timour Aliev est rédacteur général du journal « société tchéchène » à Grozny.

« La Russie dans ses frontières antépétroviennes »

Source : Izvestia

Référence : « » , par Timour Aliev, *Izvestia*, 21 avril 2005.

À la mi-avril a eu lieu à Tbilissi la dernière rencontre russo-géorgienne concernant la date de retrait des troupes russes. D'après l'ultimatum du parlement géorgien, la Russie doit fixer une date définitive pour le démembrement de ses bases avant le 15 mai, sinon Tbilissi la fixera elle-même. Il y a en ce moment deux bases militaires russes en Géorgie : en Adjarie et à Akhalkhali , en tout 3 000 soldats. Le départ est prévu depuis 1999 et l'accord d'Istanbul. La question de la date est ouverte et litigieuse, la Géorgie accorde trois ans, la Russie en veut onze.

Ce départ est politiquement justifié, la présence militaire russe n'a aucune influence sur la situation interne du pays. Le nouveau gouvernement géorgien a

écarté le leader adjar Aslan Abachidze malgré la présence de troupes russes à Batoumi. Economiquement, le départ n'est pas une bonne chose, l'expérience du départ d'Allemagne est encore prégnante. D'après les militaires, ce retrait coûtera 300 millions de dollars. Il y a une autre raison qui fait que la Russie a intérêt à faire durer les négociations sur ces bases. L'attention est détournée de l'Abkhazie et de la présence de son contingent là-bas. Il n'est pas souhaitable pour elle de perdre son influence sur cette république tant qu'elle n'a pas clarifié son statut vis-à-vis de Moscou. Résoudre ce problème est impossible comme le prouve le rejet du projet de loi sur « l'opportunité d'intégrer au sein de la Fédération de Russie un nouveau sujet ». La Russie ne peut pas se permettre de perdre l'Abkhazie, sinon elle perdra encore un accès à la Mer Noire, après Batoumi, Odessa et Sébastopol. Mourmansk au nord et Novorossisk au sud ne sont pas les meilleurs points stratégiques pour des bases navales. Avec les autres pays de la Mer Noire qui s'apprêtent à intégrer l'OTAN, et les ports de la Baltique hors de son contrôle, la Russie se retrouverait pratiquement dans la situation de la Russie d'avant Pierre Ier, sans accès à la mer.

Andrei Grozin

Andrei Grozin est directeur du département d'Asie centrale et Kazakhstan à l'Institut des pays de la CEI.

« Si l'Occident accentue sa pression, le meilleur ami du Turkmène sera le Russe »

Source : Strana.ru

Référence : « », "....." », par Andrei Grozin, *Strana.ru*, 20 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Niazov a annoncé la tenue d'élections en 2009, il a aussi annoncé que ce sont des compagnies états-uniennes (*Berrington Ltd.*) et anglaises (*Trinity Commercial Enterprises Ltd.*) qui vont construire la ligne de chemins de fer du Karakoum Magistral. Il s'agit d'une tactique d'enrobage appliquée lorsque la pression de l'Occident s'accroît. C'est la même politique que dans la première moitié des années 90. Les relations russo-turkmènes étaient au plus bas, c'est à l'époque que le fameux « blocus gazier » a eu lieu à cause des problèmes de Gazprom. Le Turkménistan voulait faire rentrer de grosses compagnies occidentales dans le pays, mais quand les relations avec les acheteurs russes se sont envenimées, elles ont fui. Aujourd'hui, à cause de ce qui s'est passé en Kirghizie, on parle de démocratie et de possibilités d'investissements. On va sans doute recommencer à parler du pipeline transafghan, au grand plaisir des compagnies occidentales. Cependant, si l'Occident accentue sa pression, le Turkménistan se tournera vers la Russie, telle est la politique de Niazov ces dernières années.

La fermeture de médias russophones et l'interdiction de s'abonner à des publications étrangères sont une conséquence de la situation que l'on observe dans le pays depuis 2002. Le pays construit son système médiatique avec ses propres conceptions de la sécurité. Ce rideau de fer à Achkhabad doit être insupportable pour certains, il concerne les journaux, la télévision et Internet. Paradoxalement, le seul journal russophone « Neutre Turkménistan »

ressemble à la *Pravda* de la fin des années 70 pour ce qui est du pluralisme et de l'analyse. Ces fermetures sont dirigées vers la presse occidentale, on en a l'explication dans la presse russe. Le nationalisme est en vogue chez les masses turkmènes. Des voix qui défendent l'exclusivité turkmène et sa supériorité sur les autres ethnies se font entendre. Toutes les minorités, même la russe, ont des droits limités, l'enseignement dans les langues nationales a disparu.

D'un point de vue logique, le blocus informationnel de la Russie est absurde, mais pour un gouvernement se conçoit comme une forteresse assiégée, c'est normal. Il veut localiser les populations européennes critiques envers sa politique et les faire quitter le pays. S'il ne peut s'en séparer, il va les placer dans une réserve, les assimiler progressivement, c'est ce qui se passe actuellement avec l'information.